

Alternatives Economiques

Recevez notre
NEWSLETTER GRATUITE

Votre email

RECHERCHER
dans nos ARCHIVES



Abonnez-vous

53 € / an

- [> A la une](#)
- [Mensuel](#)
- [Opinions](#)
- [Site Étudiant](#)
- [Agir](#)
- [Formation](#)
- [Nos autres titres](#)

-
-
-

Les trois contradictions de la politique économique Hollande-Valls

J'aime 366 Tweeter

Christian Chavagneux

Article Web -

[imprimer](#) [commenter](#) [envoyer](#) [partager](#) taille **A+ A-**
Pour aller plus loin

- [Le remaniement, et après...](#)
- [50 milliards, SVP](#), Alternatives Economiques n°334.

À lire également



Hollande fait-il le bon choix ?

- [Sommaire du numéro](#)

BOUTIQUE
 EN KIOSQUE



[Tous les MENSUELS](#)
[Tous les HORS-SÉRIE](#)
[Tous les HORS-SÉRIE POCHE](#)

NOUVEAU LES DOSSIERS *Alternatives Economiques*

- **L'Economie politique**
- **Alternatives Internationales**
- **Santé & travail**

Alternatives Economiques recherche



Industrie : cette France qui gagne

- [Sommaire du numéro](#)

Lors de son discours de politique générale, le Premier ministre a confirmé les orientations actuelles de la politique économique : limiter les déficits publics, faire gagner de la compétitivité aux entreprises et redonner du pouvoir d'achat aux ménages. Déjà en œuvre, elle n'atteint aucun des trois objectifs. Pourquoi ?

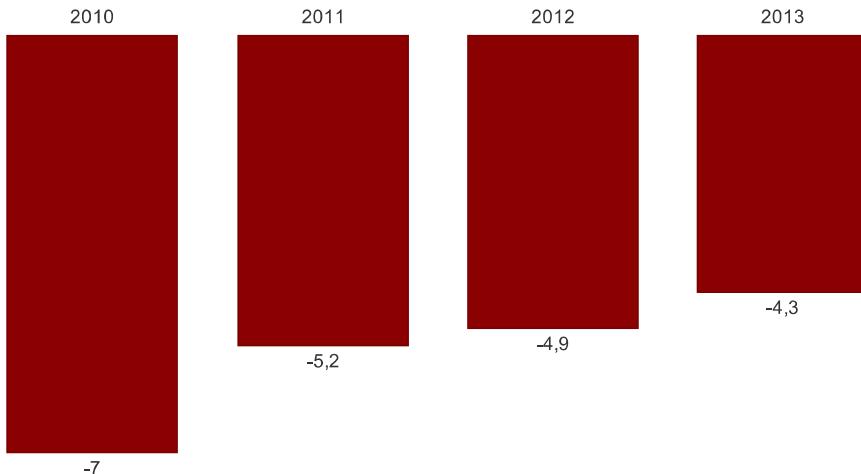
Trop d'austérité tue la possibilité de réduire les déficits

La France est engagée depuis plusieurs années dans une politique volontariste de réduction de son déficit budgétaire. Celui-ci se situait à 7,9 % du produit intérieur brut (PIB) en 2009 et à 4,3 % en 2013. Une politique de maîtrise des déficits et de la dette publique nécessaire mais très coûteuse : selon les calculs de l'OFCE, l'effet restrictif de l'austérité budgétaire a atteint un niveau comme on n'en pas connu au cours des quarante dernières années, y compris dans les années 1990 lorsqu'il avait fallu s'adapter aux critères de convergence de Maastricht.

Or, en dépit de cet effort historique, qui va être prolongé jusqu'en 2017 avec les 50 milliards d'économies dont le gouvernement va bientôt donner le détail, la France a du mal à réduire son déficit : 4,8 % du PIB en 2012, 4,3 % en 2013, la réduction est lente. Pourquoi en est-il ainsi ? Parce que la France, comme tous les autres pays, a sous-estimé les conséquences négatives de l'austérité sur la croissance. Il semblerait bien que lorsque l'on engage une politique visant à gagner 1 point de déficit, on tue la croissance de plus d'un point. Du coup, les recettes fiscales ne rentrent plus aussi bien qu'avant et on a du mal à réduire le déficit, ce qui réclame encore davantage d'austérité et donne encore plus de mal à réduire le déficit.

Les 3% toujours hors d'atteinte

Déficit public, en % du PIB



Created with [Datawrapper](#)

Source: [Insee](#), [Get the data](#)

> Voir tous les événements

Le chemin de la politique budgétaire est tracé jusqu'en 2017 : une réduction des déficits pour maîtriser la dette. Mais si l'on veut y arriver sans tuer l'économie et l'emploi, il faut étaler l'effort dans le temps. Michel Sapin a tout à fait raison d'aller négocier un report de la contrainte à Berlin et Bruxelles. Si la France va mal, l'Europe ira mal, et la Commission comme l'Allemagne ont tout intérêt à nous aider à nous en sortir.

D'autant plus que les marchés financiers y croient : le gouvernement français emprunte à des taux d'intérêt très faibles et les investisseurs qui veulent détenir une dette solide ont peu d'alternative. Les taux ne se sont pas tendus après l'annonce du président de la République de négocier un délai supplémentaire.

A partir du moment où le cap est clair et la réduction des déficits engagée, le délai est nécessaire au nom de l'efficacité, chère au Premier ministre, au nom du refus d'une Europe qui ne serait que punitive. La question importante est alors de savoir si un délai d'un an serait suffisant pour étaler la pression que fait peser la politique d'austérité sur la dynamique économique et l'emploi. La réponse n'est pas garantie.

Les pays qui ont réussi à maîtriser leur déficit budgétaire par la réduction des dépenses publiques ont bénéficié d'une politique monétaire accommodante et de dévaluations importantes. Or, côté politique monétaire, la Banque centrale européenne (BCE) est coincée dans une trappe à liquidité : elle a su, par ses interventions, maîtriser la panique sur les dettes publiques et faire baisser les taux, mais sa capacité à soutenir les économies est faible. Côté dévaluation, on est plutôt dans une phase d'appréciation de l'euro, car la zone attire les capitaux du monde entier. Les gouvernements ont donc tenté de gagner en compétitivité par la dévaluation interne, c'est-à-dire la baisse des coûts salariaux. Ce n'est malheureusement pas une bonne piste pour trouver un relais de croissance.

La dévaluation interne n'apporte pas de relais de croissance

La baisse des cotisations sociales payées par les entreprises dans le cadre du crédit d'impôt compétitivité emploi (Cice) et du pacte de responsabilité est censée contribuer à leur redonner de la compétitivité et leur permettre de gagner des parts de marché à l'exportation : le secteur extérieur devient ainsi un relais de croissance qui doit permettre de compenser les effets de l'austérité

un chef de projet /
développeur web (CDI)
[> voir l'annonce](#)

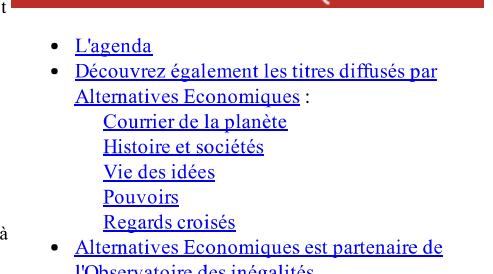


- [Une architecture de l'engagement](#)
Paris (16e) - du 30/10/2015 au 29/02/2016
- [Expérimenter, au cinéma le 27 janvier 2016](#)
- le 27/01/2016
- [Produrable](#)
Paris - du 30/03/2016 au 31/03/2016

> Voir tous les événements



- [Contact](#)
- [Le projet](#)
- [L'association des lecteurs](#)



budgétaire. Or, cette stratégie a été prise dans les filets de trois contradictions.

D'abord, comme on l'a déjà montré [ici](#), la baisse des cotisations sociales permet une baisse très minime des coûts de production et redonne peu de marges de manœuvre aux entreprises.

Ensuite, la volonté du gouvernement d'inverser rapidement la courbe du chômage l'a incité à privilégier les baisses de charges sur les bas salaires, celles qui ne profitent pas aux entreprises les plus insérées dans la compétition mondiale dont les niveaux de rémunérations sont plus élevés. On peut vouloir aider la création d'emplois peu qualifiés, mais l'instrument ne peut alors servir en même temps la compétitivité des entreprises. C'est l'une des rares lois certaines de l'analyse économique : il faut autant d'instruments que d'objectifs.

Enfin, être compétitif, c'est arriver à vendre cher son travail de par la qualité de ce qui est produit. S'engager dans une course au moins-disant salarial conduit à se heurter au dumping salarial des autres pays. Puisque de nombreux pays de la zone euro ont suivi le même chemin de baisse des salaires, on a vu les prix de production diminuer partout ! Ainsi, personne n'y gagne : comme le montre [l'économiste de Xerfi Olivier Passet](#), les parts de marché à l'export des pays de la zone n'ont pas bougé. En revanche, la déflation salariale se transforme en déflation tout court, ce qui accroît le coût de l'endettement en termes réels (une fois l'inflation déduite) et donc de l'investissement privé.

Redonner du pouvoir d'achat aux ménages : plus de com' que de réalité

A l'annonce de la nomination de Manuel Valls, le président Hollande a précisé qu'il comptait apporter un soutien au pouvoir d'achat des ménages grâce à une baisse rapide des cotisations payées par les salariés. L'idée est que les entreprises vont rétrocéder cette baisse de cotisations salariales en hausse de salaire net, ce qui soutiendra le pouvoir d'achat.

Une décision qui semble malheureusement plus guidée par un souci de communication que par une recherche d'efficacité économique. Après les 30 milliards de baisses de cotisations offertes aux entreprises, il fallait montrer que les ménages n'étaient pas oubliés. Et les communicants ont baptisé « pacte de solidarité » cette mesure annoncée.

A combien pourrait se monter ce cadeau aux ménages ? A priori, entre 2 et 5 milliards d'euros (contre 50 milliards de baisse de dépenses publiques et 30 milliards d'allégements pour les entreprises, sans compter les réformes des impôts sur les sociétés qui devraient amener à les baisser). En effet, il semblerait que le gouvernement souhaite transformer la prime pour l'emploi, versée aux travailleurs pauvres, en baisse de cotisations salariales, ce qui représente un budget un peu supérieur à 2 milliards d'euros, auxquels pourraient s'ajouter 2-3 milliards de plus.

Une telle mesure pose deux problèmes importants. Le premier est qu'elle prive l'Etat-providence de ressources. Quelle cotisation serait diminuée ? On voit mal le gouvernement raboter les ressources de l'Unedic ou des régimes de retraite. Supprimerait-il le 0,75 % d'assurance maladie, ce qui représente environ 5 milliards, au risque de creuser le trou de la Sécu ? Ou bien tout cela se terminera-t-il en baisse de la contribution sociale généralisée (CSG) ? Quoi qu'il en soit, le résultat sera bien un manque à gagner pour l'Etat-providence.

Le second problème tient au fait qu'avec une hausse de leurs revenus, certains salariés devront payer plus d'impôts et perdre une partie du gain de pouvoir d'achat annoncé. Autant de moins pour soutenir la demande des ménages.

On ne peut que partager l'analyse d'Olivier Passet, l'économie française est aujourd'hui prisonnière d'une triple rigueur : budgétaire, avec un effort sans précédent de maîtrise des dépenses publiques, monétaire, avec des taux d'intérêt réels en hausse du fait de la déflation, et salariale avec un pouvoir d'achat en berne. Le Président fait le bon choix en cherchant des marges de manœuvre budgétaires au niveau européen, mais on ne sait pas ce qu'il va obtenir. Il a fait le mauvais choix en cherchant un relais de croissance dans une baisse du coût travail, minime et inefficace, qui gaspille l'argent public. Le nouveau gouvernement ne peut plus compter pour s'en sortir que sur des éléments qu'il ne maîtrise pas : la croissance dans les autres pays de la zone euro et le reste du monde, la volonté et l'efficacité de la BCE à éviter la déflation, la volonté des Allemands et de la Commission de nous aider à passer le cap.



Christian Chavagneux

Article Web -

[imprimer](#) [commenter](#) [envoyer](#) [partager](#) [taille](#)

Commentaires

ber075, le 21/04/2014 à 08:58

Il est écrit: "Il semblerait bien que lorsque l'on engage une politique visant à gagner 1 point de déficit, on tue la croissance de plus d'un point. Du coup, les recettes fiscales ne rentrent plus aussi bien qu'avant". Et en fait c'est inexact :

http://fr.wikipedia.org/wiki/Soutenabilit%C3%A9_A9_de_la_dette#Vers_une_p.C3.A9riode_r.C3.A9cessive_en_zone_euro_3F

Le multiplicateur 2013 a bien été conforme aux anticipations vers 0,5, ce qui a été totalement inattendu c'est l'élasticité budgétaire qui au lieu d'être de 1 a été de 1,5.

L'élasticité est-elle en partie une mesure de l'évasion fiscale (vers les paradis fiscaux, ou les le marché noir) ? On peut le penser . La seule année où l'élasticité était aussi forte était en 2009

http://www.ccomptes.fr/content/download/56099/1448504/version/2/file/Les_recettes_Etat.pdf p21/69

Cordialement

[Répondre](#)

[Commenter cet article](#)

[Signaler un contenu illicite](#)

ber075, le 02/05/2014 à 19:25

Auto correction de ma précédente contribution,l'élasticité était aussi déjà au moins de 1,5 en 2010, 2011 (p 2/7):

<http://www.fondafip.org/inclusions/getfichier.php?id=2169>

Cordialement

[Répondre](#)

- [Alternatives Economiques Etudes & Communication](#)
- [Economie sociale et solidaire](#)
- [Conditions générales de vente](#)